

Les cheminots en grève ont raison

● La grève des cheminots entre aujourd'hui au huitième jour de sa reconduction.

Le gouvernement (comme l'opposition de droite) multiplie les déclarations virulentes contre la grève.

Majorité comme opposition, tous fervents partisans des traités européens et de leur « *concurrence libre et non faussée* », exigent que soit démantelé le monopole de service public et que la SNCF soit éclatée. S'en prenant au droit de grève et au droit de manifester, le gouvernement est prêt à remettre en cause les libertés démocratiques les plus fondamentales pour interdire à la classe ouvrière de se défendre contre les coups portés par l'Union européenne au compte du capital financier.

● Que veulent les cheminots ?

Une chose simple, répétée, martelée à l'environnement d'assemblée générale en assemblée générale : **le retrait du projet de loi (1)**.

C'est, disent les cheminots, la condition du maintien du statut et de l'entreprise publique.

● **Que veut le gouvernement ?** Ne pas céder, confie au *Figaro* un conseiller de François Hollande, qui précise : « *Il est important qu'à travers toutes les réformes, la réforme territoriale, le pacte de responsabilité, la réforme ferroviaire, le gouvernement montre qu'il garde le cap.* »

« Retrait de la réforme ferroviaire » : pour les enseignants et les parents engagés dans le combat pour le retrait des décrets Hamon-Peillon, comme pour les élus et les travailleurs des services publics engagés dans l'action pour le retrait de la réforme territoriale, un tel mot d'ordre fait écho à leur propre mobilisation.

La grève des cheminots attise contre elle la haine de tous ceux qui veulent préserver les institutions de l'Union européenne et de la V^e République.

Elle provoque en sa faveur un mouvement de solidarité grandissant dans tous les secteurs de la classe ouvrière, dont témoignent les messages apportés par les délégations de travailleurs, avec leurs syndicats, à la rencontre des cheminots en grève.

Le gouvernement Hollande-Valls, qui a recueilli moins de 6 % des suffrages des électeurs inscrits à l'élection européenne, ne peut d'aucune manière prétendre parler au nom de la majorité. Ce gouvernement est frappé d'illégitimité, tout comme le sont l'Union européenne et sa politique. Qu'après avoir menacé le droit de grève, il envisage, aujourd'hui, de recourir aux ordonnances pour imposer l'austérité budgétaire, suffit à montrer jusqu'où il est prêt à aller au compte des patrons et de l'Union européenne.

Les cheminots qui, d'assemblée générale en assemblée générale, dans l'unité avec leurs syndicats, reconduisent la grève et l'exigence de retrait, ont raison !

Comme ont raison tous ceux qui combattent pour bloquer le pacte de responsabilité du gouvernement et les coups meurtriers dictés par l'Union européenne, tous ceux qui combattent pour la reconquête des droits et de la démocratie.

Les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant
Claude Jenet, Daniel Gluckstein, Gérard Schivardi, Jean Markun
Paris, le 17 juin 2014, 18 heures

(1) "Retrait", et non amendement dans l'objectif « *d'améliorer cette loi* », comme le propose Marie-George Buffet au nom du PCE

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

Code postal : Email :